

# LE DEVOIR

VOL. XC - N° 86

MONTRÉAL, LE MERCREDI 21 AVRIL 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

**PERSPECTIVES**

## Le Far West patrimonial

La culture de l'impunité en matière patrimoniale n'est pas dans l'air. Elle est dans nos murs. Elle fait partie de nos mœurs municipales. L'abattage de plus d'une trentaine d'arbres dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce n'en est pas qu'une simple illustration, mais bel et bien une confirmation.

Vendredi dernier, le promoteur immobilier Gescor a rasé le boisé attenant à l'ancienne maison des dominicains. Il avait obtenu un permis des services de la Ville pour la coupe d'un certain nombre d'entre eux. Plutôt que de s'en tenir à cela, le promoteur en question a décidé de ne pas faire dans le détail en optant, si l'on peut dire, pour la table rase.

Pour cette offense, cette entreprise devra éventuellement payer une amende de 600 \$. Permettons un trait de mauvais esprit: grâce à la vente du bois coupé, l'auteur de cette saignée devrait être en mesure de faire l'appariement, comme on dit en langue économique, entre l'amende imposée et le gain réalisé à la faveur de la vente du bois coupé.

Dans le cas qui nous occupe, on se souviendra qu'après la construction de l'autoroute Décarie on avait consommé bien des deniers publics pour recouvrir d'une dalle la tranchée effectuée afin que l'intégrité architecturale, que l'harmonie des lieux soit préservée.

Après coup, la dalle avait été recouverte de verdure.

Peu avant cette coupe, l'hôpital Royal Victoria avait également abattu des arbres pour agrandir une aire de stationnement. Dans ce cas, c'est à préciser, les arbres mis à bas étaient enclavés dans le site du mont Royal. Un site dont la qualification de «protégé» s'avère théorique.

Peu après ou peu avant, le comité exécutif avait donné son aval à la transformation d'un ancien bâtiment ayant appartenu aux sulpiciens en une ribambelle de condominiums. Il y



Serge Truffaut

à quelques mois de cela, un commerçant s'est confectionné une terrasse en acier sur l'immeuble qu'il occupe à l'angle de la rue Crescent et du boulevard Maisonneuve sans avoir daigné demander un permis. Ce faisant, l'intégrité architecturale de l'endroit a quelque peu été défigurée.

Il y a quelques années de cela, un promoteur, immobilier évidemment, avait demandé et obtenu la permission de raser l'îlot Overdale malgré une vive opposition des citoyens qui habitaient les lieux. On passe et on retient que rien, absolument rien, n'a été construit. Pitoyable!

Des années auparavant, alors que Jean Doré était maire, un permis avait été accordé à un promoteur, immobilier naturellement. Le projet de ce dernier consistait alors à édifier une tour à bureaux et autres babioles dans le secteur situé à l'angle des rues Guy et Sainte-Catherine.

Dans ce cas, on se rappellera que toute l'enclave à la fois commerciale et résidentielle avait été vidée contre la volonté, la ferme volonté, de ses occupants. Rien n'y fit. Tout fut démolé, rasé, mis à terre. Puis, faute d'avoir loué l'espace nécessaire à l'amorce de la construction comme telle, le promoteur effectua, comme ça, mine de rien, une retraite. Et alors? Pendant plus d'une dizaine d'années, les Montréalais ont eu droit, en plein cœur de la ville, à un trou. Un trou immense. Un trou entouré d'une palissade jusqu'à l'an dernier.

Aux arbres de la semaine dernière, à ceux des semaines précédentes et aux autres cas évoqués, il faudrait ajouter le couvent Saint-Isidore, la gare Jean-Talon, les prolongations en verre et en aluminium brun qui sont autant de baffes à la richesse patrimoniale; il faudrait ajouter, et surtout ne pas oublier, que nous voici noyés dans la culture de l'impunité, ainsi que l'a constaté Gerald Beaudet, président d'Héritage Montréal et professeur d'urbanisme à l'Université de Montréal.

Selon ce dernier, nous sommes tellement plongés dans cette culture de l'impunité que le «comité exécutif de la Ville de Montréal est devenu le lieu d'absolution de toutes les dérogations, de toutes les magouilles les plus injustifiables qui soient».

Si l'on en croit le président d'Héritage Montréal, tous les gestes faits en matière patrimoniale par l'actuelle administration sont autant de symboles de la mise au pas, si l'on peut dire, du domaine public pour le bénéfice du privé. On brade le bien public au mépris de la démocratie la plus élémentaire.

«Le maire Bourque agit ainsi, et a toujours agi ainsi, parce que la société civile est pour lui une abstraction. Elle n'existe pas. Pour lui, il n'existe que le bien privé. Actuellement, nous sommes confrontés à ceci: une incapacité d'assurer le bien collectif. S'il envisage de réduire le site du patrimoine du Mont-Royal, c'est que par définition ce site est un droit de regard public sur des propriétés privées.»

Comparativement à ce qui prévaut ailleurs, le cadre réglementaire qui a cours ici est extrêmement lâche. Dans bien des villes européennes, a indiqué Dinu Bumbaru d'Héritage Montréal, lorsque les balises patrimoniales ne sont pas respectées, on oblige le fautif à reconstruire à l'identique. A rétablir les conditions originales.

A New York, les pouvoirs alloués à une commission indépendante des autorité ont fait qu'obligation a été récemment faite à un promoteur immobilier, qui avait construit un édifice à condos sur la fameuse Madison Avenue, de détruire une douzaine d'étages.

A croire qu'ici, pour ce qui est du patrimoine, nous sommes en plein Far West.

**HORIZONS**

La chronique de Josée Blanchette: Secte symbole, page B 1



**MONTRÉAL**

Taxes: le Centre Molson gagne une manche, page A 3

**ACTUALITÉS**

Garderies: cap sur la grève illimitée, page A 2



LE RAPPORT BÉDARD SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

## Un gouvernement de plus

■ De nouveaux élus et de nouveaux impôts pour renforcer le palier régional

■ Le monde municipal réagit mal aux recommandations

MARIO CLOUTIER  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

La commission Bédard sur la fiscalité municipale recommande la création de nouveaux gouvernements régionaux au Québec. La nouvelle structure supramunicipale envisagée serait composée de dirigeants élus directement par la population et posséderait des pouvoirs de taxation. Ce renforcement du palier régional pourrait éventuellement absorber la gestion des

commissions scolaires et des services de première ligne en santé offerts par les CLSC et des centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD).

Réuni depuis moins d'un an pour élaborer un nouveau pacte fiscal entre Québec et les municipalités, le groupe de neuf personnes dirigé par Denis Bédard convie donc le gouvernement Bouchard à une véritable refonte du monde local et municipal.

VOIR PAGE A 8: IMPÔTS

MARIO CLOUTIER  
ÉRIC DESROSNIERS  
LE DEVOIR

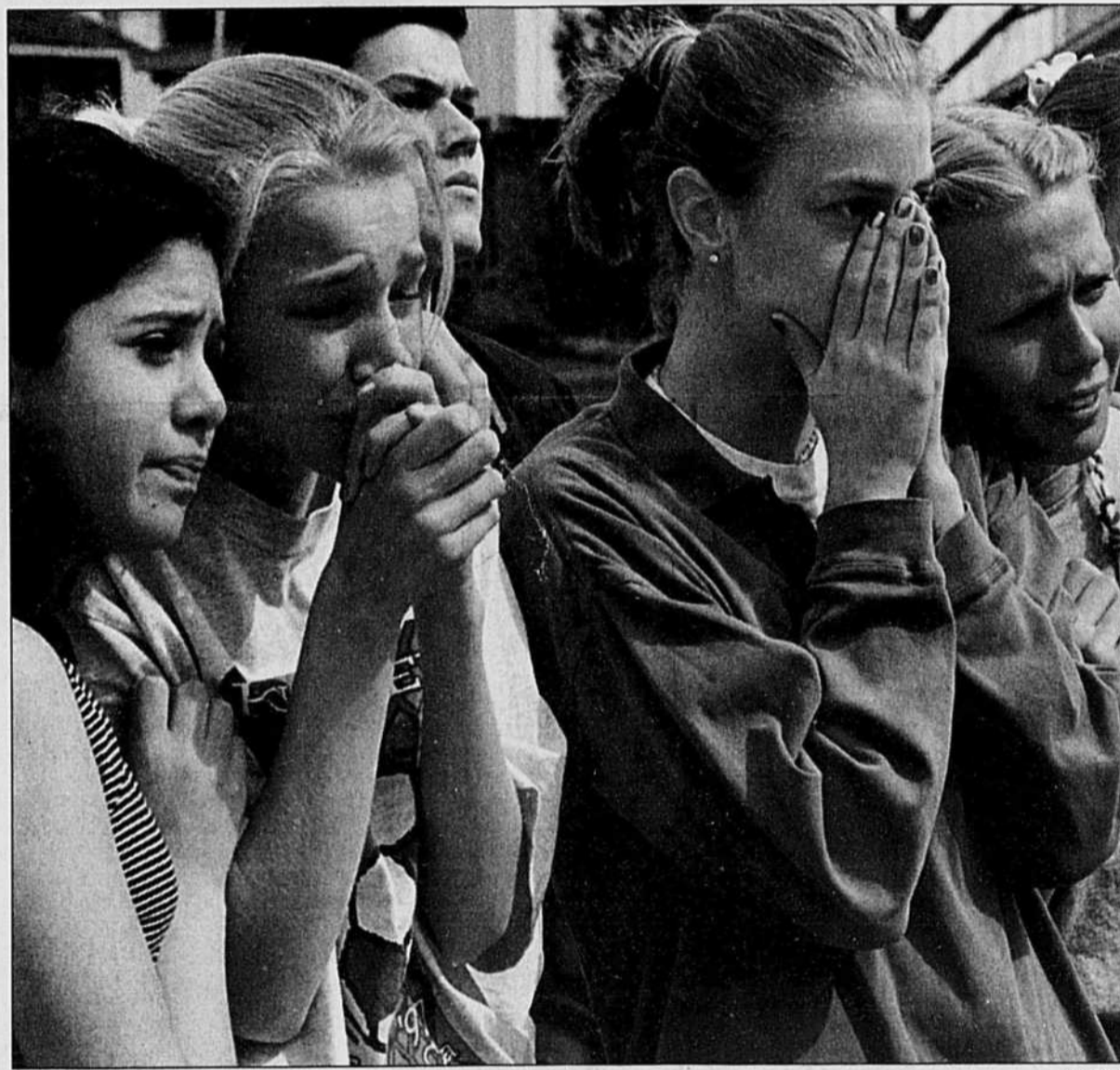
Le rapport sur les finances et la fiscalité locales reçoit un accueil très mitigé de la part du monde municipal québécois. Les représentants des municipalités estiment que les recommandations de la commission Bédard signifieront ultimement des hausses de taxes pour le contribuable. Les transferts de responsabilités aux municipalités et la

création d'un gouvernement supramunicipal n'augurent rien de bon à leurs yeux.

Le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Mario Laframboise, avait du mal à garder son calme hier en affirmant que le rapport Bédard démontre beaucoup de «méconnaissance» du monde municipal. Il croit que la commission a outrepassé son mandat tout en étant trop gentille avec les syndicats municipaux.

VOIR PAGE A 8: MONDE MUNICIPAL

## Carnage dans une école



REUTERS

DES ÉLÈVES attendaient avec angoisse et horreur la sortie de leurs amis restés à l'intérieur de l'école secondaire Columbine, hier à Littleton, en banlieue de Denver au Colorado, après qu'une fusillade y eut éclaté. Au moins 25 personnes seraient mortes sous les balles de leurs agresseurs. Deux adolescents masqués et vêtus d'imperméables noirs ont ouvert le feu dans la cafétéria et la bibliothèque de l'école et se sont par la suite enlevé la vie, selon la police. Nos informations en page A 5.

Alain Finkielkraut au Devoir

## La maladie du présent

JEAN DION  
LE DEVOIR

Notre époque est ingrate. Toute à elle-même. Oublieuse. Terriblement immodeste. Convaincue de sa supériorité, convaincue qu'elle a tout compris alors même qu'en son sein germe et prospère l'indicible horreur. Comme au Kosovo.

Le constat, ici paraphrasé, est celui d'Alain Finkielkraut, l'un des grands philosophes du temps présent, dont il est aussi un observateur d'une rare lucidité. Finkielkraut dont un recueil de conversations avec le journaliste Antoine Robitaille vient d'être publié, *L'Ingratitude* (Québec Amérique), réflexion sur nos démons, sur l'oubli, sur «l'impudence des vivants». De passage à Montréal, il s'est entretenu avec *Le Devoir* hier.

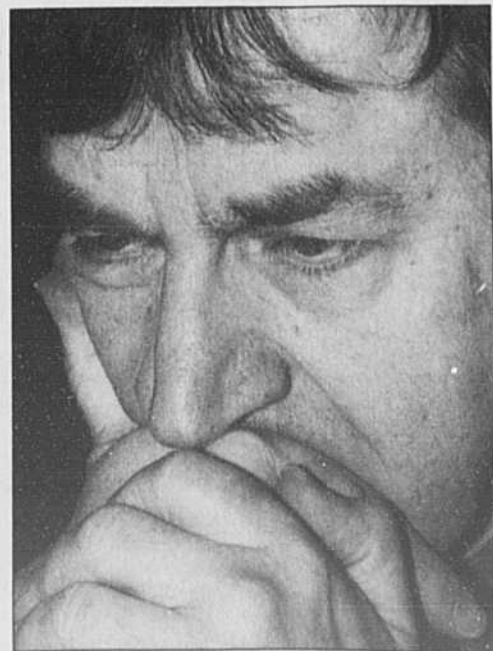
L'ingratitude? «De notre présent à l'égard de toutes les périodes antérieures de l'histoire humaine. L'absence sidérante d'humilité de notre époque, qui se suffit à elle-même, qui

pense avec l'idéal de tolérance qu'on proclame urbi et orbi avoir accédé à la sagesse ultime. Qui pense avoir le dernier mot de l'histoire», répond-il.

«Nous ne disons pas que notre époque est paradisiaque mais nous disons que nous savons mieux que toutes les périodes antérieures caractériser le mal. Quand nous convoquons le passé, c'est le plus souvent pour mettre l'accent sur ses lacunes, ses préjugés, ses crimes et ses tares. Nous nous enchantons de combattre toutes les formes d'ethnocentrisme mais nous succombons à sa modalité la plus bête, qui est précisément l'ethnocentrisme de l'actuel.»

Dans son essai, Alain Finkielkraut tente de réhabiliter le conservatisme, une idée honnie par la modernité qui ne jure que par le changement, à tel point qu'elle a fait du changement une tradition. Il parle de «l'art d'hériter», de ce contact avec le passé essentiel à la compréhension du monde et que nient les valeurs contemporaines de démocratie et d'égalitarisme radicaux, le tout-est-parlé, tout-se-vaut auquel notre époque adhère.

VOIR PAGE A 8: FINKIELKRAUT



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

**ACTUALITÉS**

## Vains efforts pour déjouer l'économie au noir

■ À lire en page A 2

## Envoi de troupes dans les Balkans

## Le Canada se ralliera à l'OTAN

MANON CORNELIER  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le Canada ne fera pas la promotion de l'envoi de troupes de combat dans les Balkans mais il se rangera derrière ses partenaires de l'OTAN s'ils en viennent à cette solution, a dit le premier ministre Jean Chrétien hier soir, dans deux entrevues distinctes accordées aux télévisions française et anglaise de Radio-Canada.

Les leaders des 19 pays membres de l'OTAN se réuniront vendredi, à Washington, pour leur sommet biennal. La situation dans les Balkans a bouleversé les plans de la rencontre destinée, surtout, à célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Alliance. M. Chrétien s'attend dans ce contexte à ce que certains de ses homologues soulèvent la question du déploiement de troupes terrestres pour imposer la paix au Kosovo.

Pour sa part, il refuse de considérer cette option. «Pas à ce moment-ci. Je ne pense pas qu'on doive changer le plan qui consiste à poursuivre les bombardements aériens. On doit intensifier cela», a-t-il indiqué sur les ondes de CBC.

En après-midi, le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a dit que le Canada avait une seule position sur l'utilisation d'éventuelles troupes au sol. «La position du gou

VOIR PAGE A 8: CANADA

David Cronenberg

## Le mutant gentilhomme

Le cinéaste canadien David Cronenberg était hier de passage à Montréal pour présenter son saisissant film *eXistenZ*, qui sort vendredi dans nos salles. Il est également auréolé du prestige de cette présidence du jury de Cannes qui lui échoit cette année. Entre monde virtuel et cinéphilie, entre le bon bourgeois qu'il assure être et les œuvres angoissantes et visionnaires qu'il nous sert, il balance, insaisissable comme ses films.

ODILE TREMBLAY  
LE DEVOIR

David Cronenberg assure qu'il n'est pas fou, comme son œuvre inquiétante pourrait le laisser croire à certains esprits égarés. Même qu'il se décrit comme un bon bourgeois, marié depuis 21 ans et aussi doux que tendre. Pour un peu, on le canoniserait. D'autant plus qu'en entrevue autant qu'en conférence de presse, sous ses éternelles lunettes rondes et son sourire très légèrement narquois, la cinquantaine séduisante, il se révèle courtois comme tout. Manifestement, le cinéma constitue l'exutoire parfait pour l'univers grouillant, sanglant, mutant et déstabilisant qui l'habite. Et quand on émet l'hypothèse de la catharsis par le septième art, il opine du bonnet.

VOIR PAGE A 8: CRONENBERG



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

**MÉTÉO**

Montréal  
Ensoleillé le matin.  
Des nuages  
en après-midi.  
Max: 13 Min: 1

Québec  
Ennuagement.  
Max: 15 Min: 3

Détails, page B 4

**INDEX**

7 78313 00066 5

Annances ..... B 4    Le monde ..... A 5  
Avis publics ..... A 4    Les sports ..... B 6  
Culture ..... B 8    Montréal ..... A 3  
Économie ..... B 2    Mots croisés ..... B 4  
Éditorial ..... A 6    Politique ..... A 4  
Horizons ..... B 1    Télévision ..... B 7

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

# LE MONDE

ÉTATS-UNIS

## Fusillade meurtrière au Colorado

Deux adolescents auraient tué jusqu'à 25 personnes dans un lycée

D'APRÈS AP ET REUTERS

Littleton, Colorado — Deux adolescents armés jusqu'aux dents et vêtus d'imperméables noirs ont ouvert le feu hier dans une école secondaire d'une ville du Colorado, faisant jusqu'à 25 morts avant de s'enlever la vie.

Il s'agit là de la pire tragédie du genre à survenir dans une école, et de l'un des plus effroyables massacres qu'aient connus les États-Unis. On a retrouvé les corps des deux jeunes hommes — d'anciens étudiants de l'école — dans la bibliothèque de l'établissement situé près de Denver. Ils portaient sur eux des engins qui pourraient être des bombes.

«Il semble qu'il s'agissait d'une mission suicide», a déclaré le shérif de la région, John Stone. On ne sait pas si les victimes se trouvent toutes parmi les élèves ou si on compte également des enseignants.

Un jeune homme a été emmené par la police, menottes aux poignets, environ quatre heures et demie après le drame. La police croit qu'il s'agit d'un ami des tireurs, mais que lui-même n'a pas participé à la fusillade.

Selon le shérif, il pourrait y avoir jusqu'à 25 victimes, et 23 personnes ont été blessées. Un porte-parole du corps policier local, Steve Davis, a déclaré mardi soir qu'il était encore impossible en soirée d'établir avec certitude le nombre de victimes. «Il y en a au moins 25... Il pourrait y en avoir 20 ou 21, ou ce pourrait être plus élevé.»

### Ils tiraient partout

A 11h30, les deux adolescents ont ouvert le feu à l'arme automatique, et dans toutes les directions, sur les élèves présents dans la cafétéria et la bibliothèque de l'école. Des informations ont également fait état d'explosions dans l'établissement, qui a été investi deux heures après l'incident par une centaine de policiers. Le commando policier a libéré une vingtaine d'élèves qui se terraient dans un coin de l'école, en attendant l'intervention des forces de l'ordre. D'autres élèves sont ensuite sortis en courant lorsqu'un véhicule blindé de la police s'est posté à l'entrée de l'école, tandis que des hélicoptères tentaient de localiser les auteurs des coups de feu.

A la suite de cette intervention, trois jeunes gens por-

tant eux aussi des vêtements noirs ont été interpellés par la police dans un champ à proximité de l'école Colombine, où s'est déroulé le drame. Des témoins ont raconté ce qu'ils ont vu et entendu. «En entendant les coups de feu, nous nous sommes tous mis à courir», a expliqué une élève, Kaley Boyle. «Ils ont descendu l'escalier et ont soudain commencé à tirer sur les gens», a précisé Janine, une autre élève. «Nous n'y avons d'abord pas cru, et puis nous avons vu du sang», a-t-elle ajouté en état de choc.

Elle a ajouté que les assaillants, qui feraient partie d'un gang, avaient ouvert le feu dans toutes les directions et lancé des grenades. «Moi et mes amis, nous nous sommes précipités vers ma voiture et nous avons vu trois personnes se faire tirer dessus. Ils continuaient de tirer et quelque chose a explosé.» Selon plusieurs élèves, les jeunes tueurs faisaient partie d'un groupe qui s'appelaient la Mafia en imperméable et qui était la risée des autres étudiants de l'établissement.

Une jeune fille qui a été témoin du carnage a raconté ce qu'elle a vécu devant les caméras de la télévision. «Il tirait sur les gens qui étaient juste devant moi. Il tirait sur les minorités visibles et sur ceux qui pratiquaient des sports. Il a

pointé son arme vers mon visage, puis s'est mis à rire. Il a dit qu'il agissait de la sorte parce que les gens avaient été mesquins avec lui l'an dernier.» En soirée, les policiers arpentaient toujours les couloirs de l'école à la recherche de victimes ou d'explosifs.

Selon plusieurs élèves interrogés, dont Wes Lammers, âgé de 17 ans, les tireurs voulaient s'en prendre à des représentants de minorités ethniques et à des athlètes.

Ouverte en 1973, l'école Colombine compte 1800 élèves. Près du site de la fusillade, au Parc Clement, des parents affolés ont accouru, cherchant à savoir si leur enfant était toujours vivant.

Le président Bill Clinton, informé à la Maison Blanche de cette fusillade, a appelé ses concitoyens à prier pour les élèves, les parents et les enseignants frappés par cette épreuve. Il a demandé au peuple américain de se «réveiller» et de contrer la violence à l'école.

Ce nouvel incident fait suite à une série de fusillades meurtrières à survenir aux États-Unis l'année dernière dans des établissements scolaires et ayant fait au total 12 morts.

### Crise du Kosovo

## La confusion des genres

Cette semaine, l'opération «Abri allié» verra 8000 soldats de l'OTAN coiffer la casquette «humanitaire»

La Mission de vérification au Kosovo, organisme de l'OSCE replié en Macédoine depuis le début des raids de l'OTAN, a rendu public hier un premier rapport basé sur les témoignages de 250 réfugiés qui dresse un bilan accablant pour les militaires et les milices serbes: ils font état de viols collectifs, de torture, d'assassinats et de mutilations. Sur le terrain diplomatique comme militaire, la guerre risque de s'étendre sur de nouveaux fronts. La crise humanitaire n'est pas sans causer des maux de tête aux responsables des agences spécialisées.

BÉATRICE BANTMAN  
ET PIERRE HAZAN  
LIBÉRATION

Des camps de réfugiés gérés par des militaires, des ONG débordées qui somment le HCR de jouer son rôle, des aides humanitaires détournées par la mafia albanaise et les belligérants déployant des forces «humanitaires» en Albanie. La confusion des rôles traditionnels, entre humanitaires et militaires, commencée à la frontière macédonienne avec la gestion par l'armée des camps de réfugiés, continue. Cette semaine, l'opération «Abri allié» verra 8000 soldats de l'OTAN coiffer la casquette «humanitaire».

Confusion choquante, disent les uns, gênés de voir les parties prenantes de ce conflit tenir, en même temps, les camps de réfugiés chassés par leurs trappes et se charger, en quelque sorte du «service après vente» de leurs attaques. Mais cette confusion renvoie aussi aux conditions sur place: des petits pays très pauvres confrontés à des flux sans fin de réfugiés, des avions de secours qui peinent à atterrir et une guerre dont la mesure n'a été prise que tardivement. Dans ce contexte, les humanitaires reconnaissent que la logistique militaire s'avère de très loin supérieure à celle des ONG ou du HCR. A condition que les soldats s'en tiennent à cette stricte aide logistique.

«Critiquer l'OTAN? On aurait l'air de cracher dans la soupe. Face à des déportations de cette ampleur, personne n'est capable de monter des camps et de dresser des tentes aussi vite», admet Philippe Biberson, président de Médecins sans frontières. Ce qui ne l'empêche pas de dénoncer un abus «paroxystique» du terme «humanitaire» dans cette guerre qui ne dit pas son nom. «Au début, l'OTAN a même parlé de «frappes humanitaires» pour ménager

l'opinion publique. Comme si l'opinion n'était pas assez mature pour comprendre qu'il s'agissait d'imposer des règles pour mettre le fascisme hors la loi.»

La suite des événements n'a fait qu'accroître cette confusion. A Blace, à la frontière entre Macédoine et Kosovo, le retard au démarrage du HCR et le cafoillage initial des humanitaires, mal coordonnés et peu au fait d'un terrain complexe, conduisent les militaires à monter deux énormes camps, de 10 000 à 20 000 personnes. «Ils nous ont sauvé la mise mais l'humanitaire n'est pas qu'une logistique», tempère Philippe Biberson qui dénonce la violence avec laquelle les militaires ont vidé Blace: «Les familles ont été séparées, envoyées en Turquie et dans tous les sens.»

L'OTAN a profité d'un vide pour organiser les camps, mais aussi la désinformation. Impossible d'enregistrer les réfugiés et de connaître les conséquences exactes des frappes. La désinformation s'étend aussi au HCR, dont les principaux bailleurs de fonds sont les belligérants. L'OTAN rechigne à lui faire part des informations capitales qu'elle détient: «Ils sont capables de nous faire voir où sont les tombes fraîches, mais ne voient pas les colonnes de déplacés», fulmine un humanitaire.

La confusion a continué en Albanie où, selon les ONG, les armées nationales, plus que l'OTAN elle-même, montent des camps, à des fins pas forcément désintéressées. «Chaque pays veut son petit camp», dit Philippe Biberson, qui juge totalement inefficaces les parachutages de vivres sur l'Albanie, faits «pour le journal télévisé». «Le déploiement des forces gouvernementales humanitaires est avant tout une question de visibilité, une stratégie de positionnement médiatique. Plus identifiables que les ONG», confirme Rony Braumann, ancien président de MSF.

Le fourvoiement des aides humanitaires dans un pays infesté par la mafia ajoute encore au mélange des genres.



RADU SIGHETI REUTERS

Selon un relevé de Médecins du Monde, 41% des réfugiés hébergés dans les camps de Rozaje, au Monténégro, sont âgés de moins de 15 ans, 20 % de moins de cinq ans.

Officiellement mise sur pied pour assurer la sécurité de l'arrivée des aides, de leur transport et de leur distribution, l'opération «Abri allié» laisse les humanitaires plus que sceptiques. Jacky Mamou, président de Médecins du Monde juge «malsaines» ces forces militaires reconverties dans l'humanitaire. Un mélange de rôles sans précédent car les militaires, qui avaient considérablement aidé les humanitaires au Rwanda, sont, cette fois, des acteurs du conflit, non mandatés par l'ONU. Sans compter qu'en Albanie,

explique Jacky Mamou, le bataillon humanitaire arrive «après la bataille». Le président de Médecins du Monde s'inquiète surtout de l'organisation pratique de l'opération de l'OTAN: «Y aura-t-il un coordonnateur de l'OTAN, se mettront-ils à la disposition du HCR, qui a la mission de protéger les réfugiés? Voilà le vrai problème». Mais sur ce terrain, le partage clair des tâches que les humanitaires souhaitent semble relever de l'utopie.

Surtout lorsque la volonté gouvernementale n'y est pas.

### ALGÉRIE

## Les Kabyles rendent hommage à Lounès Matoub

AGENCE FRANCE-PRESSE

Tizi Ouzou — Ils étaient des milliers de Kabyles, jeunes pour la plupart, à se presser mardi sur la petite route de montagne qui serpente de Tizi Ouzou au village de Lounès Matoub, chanteur berbère assassiné en juin dernier, symbole de la cause kabyle.

En ce jour anniversaire des émeutes d'avril 1980, marquant la révolte des Kabyles pour obtenir la reconnaissance de leur culture, ils sont venus en masse de toute leur province pour faire ce pèlerinage sur les lieux-mêmes de l'assassinat du chanteur amazighe (berbère), qui fut pendant des années leur porte-parole.

Pendant des heures, les partisans de la cause berbère ont grimpé à pied

les huit kilomètres séparant Tizi Ouzou du lieu où Lounès Matoub fut assassiné de plusieurs balles le 25 juin 1998, au sommet d'une petite montagne. Là, une plaque simple et discrète indique en berbère: «Matoub Lounès né le 26 janvier 1956 à Taourirt Moussa - 25 juin 1998, tombé en héros l'arme à la main». Deux bougies et des fleurs de toute provenance ont rappelé qu'il s'agissait de l'hommage de toute une région.

Certains, dépourvus de moyen de locomotion, n'ont pas hésité à faire plusieurs dizaines de kilomètres à pied pour venir «saluer la mémoire de Lounès». «On s'est levé à quatre heures du matin. C'est notre manière de revendiquer notre culture et notre identité», a affirmé Idir, à la tête d'un groupe d'une vingtaine de jeunes.



«Tombé en héros»

### I N D E

## Le Congrès veut former un gouvernement

ASSOCIATED PRESS ET REUTERS

New Delhi — Trois jours après la chute du gouvernement du nationaliste Atal Bihari Vajpayee, le Parti du Congrès présidé par Sonia Gandhi a annoncé hier qu'il sera prêt à former un gouvernement dès aujourd'hui, après que le Parlement aura voté le budget.

Le président indien K.R. Narayanan a fait de l'adoption de ce budget une priorité et indiqué qu'il ne parlerait à aucune formation politique tant que le Lok Sabha (Chambre basse du Parlement) ne l'aura pas voté.

«Si le président nous convoque demain soir [ce soir], nous répondrons immédiatement en lui présentant toutes les lettres de soutien» parlementaires en faveur de Mme Gandhi, a déclaré à l'Associated Press Ajit Jogi, porte-parole du Congrès.

Mais le parti nationaliste BJP de M. Vajpayee a également assuré de son côté disposer de lettres de soutien venant de tous les partis qui

composaient sa coalition gouvernementale voici 13 mois, soit au moins 235 des 541 sièges du Lok Sabha.

Si aucune majorité ne peut être trouvée, il faudra appeler à de nouvelles élections, les troisièmes en trois ans. Ce que peu d'hommes politiques indiens souhaitent.

Après une réunion du cabinet par intérim, Pramod Mahajan, l'un des responsables du BJP, a dit à la presse que la direction de son parti et ses alliés rencontraient le président K.R. Narayanan aujourd'hui et lui présenteraient des lettres de soutien de 270 députés (sur un total de 543).

L'Inde est confrontée à une nouvelle crise politique après la censure, par une seule voix de majorité (270 contre 269), du gouvernement de coalition formé il y a treize mois par le BJP. Le gouvernement a été mis en échec par le parti du Congrès allié à un groupe de formations de gauche régionales et liées à des castes, qui tentent de leur côté de former un gouvernement.

## Nouveau massacre au Timor

Lisbonne (AFP) — Trente personnes ont été tuées hier soir dans la banlieue de Dili, capitale du Timor oriental, par des milices pro-indonésiennes, selon un communiqué de l'Union démocratique de Timor-Est (UDT) cité par l'agence portugaise Lusa.

Selon le communiqué de ce mouvement qui, avec le Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Est (FRETILIN) intègre le Conseil national de la résistance timoraise, le massacre a eu lieu dans la localité de

Hera. Les milices armées venues de Dili ont attaqué les maisons qui n'avaient pas hissé le drapeau indonésien et son reparties aussitôt, selon la même source.

L'UDT fait état également de la mort en fin de journée de trois personnes dans le quartier de Becora.

Une attaque des miliciens pro-indonésiens déclenchée samedi contre des militants indépendantistes avait fait au moins 20 morts, selon des organisations de défense des droits de l'homme locales.

## Tension à la frontière croate

REUTERS

Zagreb — Le conflit du Kosovo a pris une nouvelle dimension hier avec un regain soudain de la tension entre la Croatie et la Yougoslavie.

L'agence de presse croate Hina a annoncé que des soldats serbes avaient pénétré dans la zone démilitarisée située à la frontière du Monténégro et de la Croatie, et objet d'un litige entre les deux pays. Les autorités de Zagreb ont exigé de la Yougoslavie qu'elle retire immédiatement ses troupes.

L'ambassadeur de Croatie aux Nations unies, Ivan Simonovic, a officiellement protesté auprès du Conseil de sécurité de l'ONU après la prise de contrôle par les forces serbes, sans l'accord de Podgorica, du seul poste-frontière entre les deux pays, situé à Debeli Brijeg.

Ce poste se trouve dans la zone démilitarisée de la péninsule de Prevlaka, une région dans sa majeure partie sous contrôle croate, mais qui constitue aussi le seul accès maritime au port en eaux profondes de la marine du Monténégro.

## L'OTAN cherche à priver Belgrade de pétrole

AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — L'OTAN et l'Union européenne s'efforcent désormais de parvenir à un accord pour priver Belgrade de pétrole, produit stratégique pour une armée en campagne, après un mois de bombardements aériens qui ont échoué à provoquer l'effondrement militaire de la Yougoslavie. Mais Moscou s'oppose à un blocus sur le pétrole et Athènes et Rome sont réticentes.

Depuis le début de la guerre contre la Yougoslavie, l'OTAN a systématiquement visé les raffineries yougoslaves, les réservoirs de carburant et les ponts sur le Danube pour tenter de paralyser les forces militaires serbes.

Selon le Pentagone, les capacités de raffinage pétrolier en Yougoslavie ont été détruites à 100 % par les raids de l'OTAN, mais le pays conserve des réserves considérables, et ses voies de ravitaillement ne sont pas totalement coupées. Selon Leo Drollas, expert du Centre for Global Energy Studies (CGES) à Londres, la Serbie a produit, en 1998, 24 000 barils de pétrole par jour. La consommation quotidienne pour l'ensemble du pays, en temps de paix, était évaluée à 50 000 barils/jour.

La Yougoslavie n'étant pas actuellement soumise à un embargo pétrolier de l'ONU, tout le pétrole qui peut lui parvenir, est légalement acheminé au regard de la loi internationale. La Hongrie a annoncé avoir fermé l'oléoduc qui traverse son territoire en direction de la raffinerie, aujourd'hui détruite, de Novi Sad (au nord de Belgrade), mais le pétrole continue essentiellement à arriver par le port monténégrin de Bar, sur l'Adriatique.

### Pressions américaines

Les États-Unis ont entrepris de convaincre leurs alliés européens qu'il est nécessaire de mettre en place un blocus — bien que ce mot ne soit pas employé à Washington — pétrolier de la Yougoslavie. Pour cela, Washington estime qu'il n'est pas nécessaire d'une autorisation des Nations unies.

Tout en affirmant vouloir également priver de carburant la machine de guerre serbe, la France estime qu'un blocus pétrolier ne peut être décrété sans une «base juridique solide» qui «n'existe pas», a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, au quotidien parisien *Le Figaro*. Pour la France, la solution pourrait

être apportée par une décision de l'Union européenne visant à restreindre ses livraisons d'hydrocarbures à destination de la Yougoslavie et inviterait les pays associés à l'UE — particulièrement les pays riverains de la RFY: Hongrie, Roumanie, Bulgarie — à se joindre à cette mesure.

Tout recours aux Nations unies pour décréter un blocus pétrolier est exclu, la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, s'étant déclaré opposé à une telle mesure. «Il faut faire porter les efforts non pas sur la recherche de mesures répressives mais sur celle d'une solution politique», a expliqué le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov.

Au sein de l'UE, la résistance vient essentiellement de la Grèce qui est par principe opposée à un embargo pétrolier, et de l'Italie qui estime qu'un embargo pétrolier contre la Yougoslavie devait être utilisé seulement en dernier ressort, comme l'alternative aux frappes aériennes. Les treize autres pays de l'UE, favorables à un embargo, estiment au contraire qu'il viendrait en appui des opérations militaires de l'OTAN contre la Yougoslavie.



Pauline SAMSON

La psychomotricité par le jeu au préscolaire

L'action, le jeu, le succès.

128 pages 14,50 \$

Les Éditions GUÉRIN

(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### KOSOVO

SUITE DE LA PAGE 1

vernement canadien est et était la suivante: nous appuierons seulement [l'envoi] de troupes terrestres en tant que membres d'une force de maintien de la paix destinée à mettre en œuvre un accord de paix», a-t-il dit aux Communes.

Le premier ministre est cependant prêt à se rallier si les autres pays de l'Alliance privilégient l'envoi de troupes de combat pour imposer la paix. «Si tout le monde est d'accord, je ne voudrais pas être le seul à ne pas être d'accord et je pense que ce peut être le problème de chaque dirigeant», a-t-il répondu à Stéphane Bureau.

Il nie toutefois être à la remorque des Américains dont il reconnaît toutefois l'influence. «Nous prenons des décisions collectives. Ce ne sont pas des décisions des Américains. Évidemment, les États-Unis ont un poids proportionnel à leur importance dans les attaques, mais tout se décide sous une forme de consensus.»

M. Chrétien ne doute pas de la légitimité de l'intervention de l'OTAN ou de la participation du Canada. Il a de nouveau évoqué des raisons humanitaires, la nécessité de défendre certaines valeurs et l'obligation pour le Canada de respecter ses engagements en matière de sécurité européenne.

Il a reconnu, cependant, que l'afflux de réfugiés l'avait surpris. Confronté à cette situation et aux atrocités commises au Kosovo, «je me demande parfois si nous n'avons pas attendu trop longtemps avant de commencer les bombardements», a-t-il dit en anglais. M. Chrétien s'attendait à ce que le président yougoslave Slobodan Milosevic cède devant les bombardements aussitôt qu'il l'avait fait en Bosnie quelques années plus tôt.

Le premier ministre a admis qu'il ignorait la force de l'attachement culturel et religieux que ressentent les Serbes pour le Kosovo. Il avait donc sous-estimé la résistance du gouvernement serbe. Il croit toujours à une solution diplomatique et se réjouit de l'entrée en scène de l'ancien premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine, nommé envoyé spécial par le président Boris Elstine. M. Chrétien lui a parlé dès lundi et s'est dit encouragé par sa détermination à en arriver à une résolution rapide du conflit.

Le premier ministre n'a pas eu à expliquer pourquoi il refuse de promettre un vote aux Communes sur l'envoi éventuel de troupes terrestres. Mais sa position n'a pas changé comme l'ont montré ses députés qui ont voté, à 146 voix contre 119, une motion bloquant l'envoi de troupes terrestres qu'il s'engage à ne pas envoyer de troupes terrestres dans les Balkans sans tenir un vote en ce sens au Parlement.

La participation du Canada à l'opération de l'OTAN demeure d'un coût imprécis. M. Chrétien a fait état de coûts oscillant entre un et deux millions de dollars par jour mais le ministre de la Défense, Art Eggleton, a dit à la presse, plus tôt dans la journée, que la facture atteignait 32,4 millions depuis juin dernier, date du déploiement des premiers CF-18. De cette somme, environ 12 millions ont été dépensés depuis le début des bombardements, le 24 mars dernier, a-t-il dit.

M. Chrétien a de nouveau nié la présence sur le territoire de la fédération yougoslave de soldats canadiens, membres d'un groupe tactique spécial. Son démenti s'ajoutait à ceux de son ministre de la Défense qui, pour la deuxième journée consécutive, a catégoriquement rejeté les allégations du député conservateur David Price. À ce dernier qui revenait à la charge aux Communes, M. Eggleton a répliqué «de se la fermer», soutenant qu'il mettait la sécurité de certains Canadiens en danger.

Le chef conservateur Joe Clark était furieux. «Plutôt que de faire un excès de colère aux Communes, M. Eggleton aurait dû respecter la tradition canadienne et inclure les députés, les représentants élus du peuple, dans ses discussions.» Selon lui, les libéraux récoltent ce qu'ils ont semé en refusant d'informer adéquatement les députés, les obligeant à interroger publiquement le ministre.

M. Price, de son côté, a rejeté les affirmations du ministre Eggleton, notant que plusieurs médias internationaux avaient fait état de groupes d'opération spéciaux de l'OTAN actifs en Yougoslavie. Il a rejeté du revers de la main les démentis du ministre et des autorités militaires, les accusant carrément de mentir. Selon lui, sa seule source est suffisamment crédible pour qu'il persiste à croire que des soldats canadiens menaient encore des opérations secrètes au Kosovo, la semaine dernière.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

### LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

#### Comment nous joindre?

##### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

##### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

##### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

##### Les petites annonces

##### et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

##### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

### IMPÔTS

SUITE DE LA PAGE 1

La commission Bédard favorise les fusions «obligatoires» des municipalités québécoises pour en arriver, par exemple, à un maximum de cinq villes sur l'île de Montréal.

Dans la région métropolitaine de Montréal, la commission suggère une limite de 20 municipalités. Également dirigée par des élus disposant de revenus autonomes, l'instance régionale montréalaise remplacera éventuellement la CUM et l'Agence métropolitaine de transport.

Le président de la commission, Denis Bédard, affirme que l'idée des fusions municipales n'est pas de créer des économies mais d'assurer une meilleure efficacité de la gestion municipale. Il croit que forcer les municipalités à fusionner est non seulement possible mais souhaitable. «C'est faisable politiquement. Il s'agit de vouloir le faire», a-t-il déclaré hier aux journalistes en rendant publiques les 108 recommandations du rapport de 400 pages intitulé *Pacte 2000*.

La ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, Louise Harel, a accueilli positivement le rapport Bédard hier. En répondant aux questions de l'opposition libérale à l'Assemblée nationale, elle n'a pas caché son appui à l'idée des fusions municipales. «Il y a dans l'ensemble des pays industrialisés un mouvement de fond. C'est un courant mondial en faveur d'un regroupement de municipalités.» Qualifiant le travail de la commission Bédard de «considérable et rigoureux», Mme Harel affirme que l'objectif de son gouvernement est d'améliorer l'efficacité de la gestion des villes. Elle a toutefois refusé l'invitation de l'opposition libérale de tenir une commission parlementaire sur le rapport Bédard. La ministre Harel rencontrera lundi les représentants des unions municipales et quelques maires afin de connaître leurs réactions. Par la suite, elle compte présenter les orientations qu'elle aura retenues au conseil des ministres pour approbation.

La commission propose donc de renforcer le palier régional sur la base des actuelles MRC, des instances métropolitaines de Montréal et de Québec et des municipalités d'agglomération qui serait le résultat de la fusion des municipalités entourant les villes de Sherbrooke, Chicoutimi-Jonquière, Trois-Rivières et Hull. Ces nouvelles instances régionales seraient dirigées par des personnes élues directement par la population. Leur budget proviendrait de revenus autonomes au lieu des quote-parts actuellement versées par les municipalités aux MRC.

Au total, précise M. Bédard, il y aurait moins d'élus que maintenant. Même si de nouveaux élus siégeaient aux organismes ré-

gionaux ou supramunicipaux, il y aurait toutefois moins de municipalités et donc moins de maires. Ceux-ci auraient un rôle de plus en plus local à assumer, notamment pour offrir les services directs à la population: voirie locale, loisirs, zonage.

Les instances supramunicipales récupéreraient de nombreuses responsabilités, notamment en matière de développement économique. Plusieurs autres secteurs d'activité tomberaient sous la gouverne de ce palier renforcé: les services policiers et les pompiers, la sécurité civile, les routes régionales, le transport en commun, le transport ambulancier et adapté, le logement social, l'environnement et l'hygiène du milieu. La commission Bédard suggère des changements à la fiscalité municipale, dont la diversification des revenus: 20 % des recettes sur la TVQ et sur les redevances des ressources naturelles.

À Montréal et à Québec, le gouvernement effectuerait un nouveau partage régional de l'assiette foncière au profit des deux villes centres. Ce programme serait ensuite pris en charge par les instances supramunicipales. Le rééquilibrage de la taxation entre les villes centres et la banlieue est nécessaire, selon le président de la commission. Il ne s'agit pas de transférer le fardeau fiscal des grandes villes vers les banlieues, affirme M. Bédard, mais de «corriger une situation d'iniquité qui existe à l'heure actuelle». Le rapport recommande la prise en charge, gestion et financement, par le palier supramunicipal, des équipements régionaux à portée régionale.

À Québec et à Montréal, le rapport Bédard propose une prise en charge similaire des équipements relevant du gouvernement. En outre, les villes obtiendraient le pouvoir d'instaurer des taux de taxation distincts pour les secteurs résidentiel et non résidentiel. Sur ces derniers immeubles, le rapport propose d'ailleurs l'abolition de la taxe et de la surtaxe. On suggère d'accorder aux municipalités le pouvoir de taxer les terrains et les bâtiments en fonction de leur superficie.

Quant aux commissions scolaires, le rapport Bédard recommande leur prise en charge éventuelle par les instances régionales. Pour l'instant, il suggère le maintien des limites de l'impôt foncier scolaire mais la fin en charge par le gouvernement du financement des activités de base.

Le document aborde très brièvement les relations de travail dans le monde municipal en souhaitant que les articles 45 et 46 du Code du travail ne s'appliquent plus aux cas de sous-traitance. Le rapport suggère une uniformisation des conventions collectives et l'abolition des plannings d'emplois. Une loi spéciale devrait également corriger la «surremunération des employés municipaux».

### MONDE MUNICIPAL

SUITE DE LA PAGE 1

Il déplore la comparaison que fait le rapport avec la fiscalité municipale ontarienne.

«Si l'intention du gouvernement est de récupérer le 1,2 milliard d'écart avec l'Ontario, personne ne va gagner, y compris Montréal. Tout le monde va payer plus dans le milieu local.» Sans proposition ferme pour modifier les règles des relations de travail entre les élus municipaux et leurs employés, M. Laframboise estime inacceptable d'envisager un maintien d'une contribution financière du monde municipal. Selon lui, la possibilité de hausser la taxe foncière, «la pire des taxes» et qui ne tient pas compte des revenus des familles, n'annonce pas de gain pour le contribuable.

Devant un rapport qui préconise le renforcement des MRC, la présidente de l'Union des MRC du Québec (UMRCQ), Jacinthe Simard, a été un peu plus positive. Elle a parlé d'un rapport «timide et audacieux à la fois». Mme Simard déplore le fait que la facture de 375 millions transmise aux municipalités en 1997 par Québec ne soit pas disparue. Elle se réjouit toutefois de voir émerger l'idée d'un gouvernement supramunicipal élu et doté de pouvoirs de taxation. Mais elle prévient le gouvernement de ne pas se laisser tenter par une diminution du nombre de MRC selon la nouvelle carte des commissions scolaires. «Il ne faudrait pas, en alourdissant le fardeau fiscal, éloigner les services des citoyens.»

Pour le président de la Fédération des commissions scolaires, André Caron, le rapport Bédard relève parfois de la science-fiction. Il salue toutefois la reconnaissance du rôle des commissions scolaires dans la gestion et le financement des équipements et du transport d'écoliers.

#### À Montréal

Réservant ses réactions officielles pour le mois de mai, le maire de Montréal, Pierre Bourque, n'a cependant pas manqué de mentionner son étonnement de voir la commission Bédard affirmer que les municipalités disposaient encore d'un potentiel de taxation foncière inexploité.

Il s'est toutefois réjoui de l'ouverture annoncée en matière de relations de travail, notamment en ce qui concerne la sous-traitance et les plannings d'emplois et d'équipements. Tout en reconnaissant que la fusion de certaines municipalités se révélait inévitable, il s'est gardé de porter un jugement sur les fusions proposées. Il a répété son opposition à toute forme de gouvernement régional élu.

Terminant cette semaine sa tournée de sensibilisation dans les régions du Québec, Pierre Bourque a dit devoir encore mener le

même exercice dans la région de Montréal puis compléter son travail de consultation et d'analyse avec les différents leaders de la région avant de pouvoir se prononcer formellement sur le rapport de la commission Bédard et sur le type de réformes susceptibles de renforcer véritablement le statut de métropole de Montréal. Il a réitéré son intention de continuer à négocier directement avec le gouvernement du Québec et écarter l'idée de mener d'ici là des consultations publiques formelles à ce sujet.

La présidente de la Communauté urbaine de Montréal (CUM), Vera Danyluk, aura été l'une des seules représentantes du monde municipal à se réjouir franchement des conclusions de la commission Bédard. Sur le plan fiscal, elle voit dans le repartage des recettes de la taxe de vente ainsi que dans la révision de la question des paiements en lieu de taxes des façons de donner au futur gouvernement régional les moyens de ses responsabilités.

Vera Danyluk croit qu'il est maintenant important pour le gouvernement d'agir rapidement. «Après tous les exercices de consultation qui ont été réalisés ces dernières années, les gens veulent que ça bouge. Ils n'accepteront pas qu'on les laisse en plan encore une fois.» Détectant chez le premier ministre Bouchard et la ministre Louise Harel une volonté ferme d'aller de l'avant, elle affirme que les besoins sont aujourd'hui tellement pressants, dans le monde municipal, que les opposants sauront se rallier aux réformes proposées plutôt que de risquer le statu quo.

Le maire de Verdun et porte-parole de l'Union des maires de banlieue, Georges Bossé, pense que la commission Bédard apporte une contribution intéressante au débat sur la fiscalité mais qualifie d'«illogique» l'idée d'une nouvelle structure paramunicipale. «Le Grand Montréal a besoin d'une structure légère, pas de fusions forcées», soutient-il.

Le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, s'est dit déçu de se faire dire qu'il y a encore de la place dans le champ foncier, alors que les villes demandaient une réduction des taxes. «La commission a surtout rempli la commande du gouvernement», a-t-il dit.

À Québec, le critique libéral en matière d'affaires municipales, Christos Sirros, pense que la création d'une nouvelle structure supramunicipale entraînera inévitablement des hausses de taxes pour le contribuable. Il ajoute que l'idée de forcer les fusions de municipalités enlèverait de la crédibilité à tout le processus de réforme municipale.

Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, note que si l'impact de la réforme proposée est neutre pour le contribuable, elle ne «servira à rien».

### CRONENBERG

gouttes en tant qu'auteur d'œuvres inclassables, donc suspects. Il en a su quelque chose avec *Crash*, son controversé film précédent sur fond de sexe et d'accidents d'auto. La sortie américaine fut retardée, quasi bouillonnée. Et ça continue. MGM n'a pas voulu du projet d'*eXistenZ*. Pas assez linéaire. «Hollywood est plein de règles et de restrictions», soupire le cinéaste, qui n'y a décidément pas la cote.

*eXistenZ* est une production canadienne d'Alliance Vivafilm et a reçu le tout compte fait modeste budget de 31 millions. D'ailleurs, il trouve courageuse l'actrice américaine Jennifer Jason Leigh d'avoir plongé dans son film. Depuis longtemps, ils voulaient travailler ensemble. «Elle est une crack de l'informatique et elle adorait le scénario, alors...» Il avoue avoir de la difficulté à recruter des stars, lesquelles protègent souvent leurs arrières pour s'éviter des lendemains difficiles. Si Jennifer Jason Leigh n'est d'ailleurs pas de la distribution d'*Eyes Wide Shut*, le dernier Kubrick, c'est parce que ce dernier lui réclamait trois semaines de tournage alors qu'elle travaillait sur *eXistenZ*. La vie est parfois remplie de choix difficiles.

À ceux qui s'inquiètent des goûts éventuels de ce cinéaste à l'heure d'évaluer les films présentés à Cannes, où il présidera le jury, il répond d'abord par une boutade. «Une belle histoire d'amour, disons qu'elle serait mal barrée avec moi.» En privé, Cronenberg déclare pourtant avoir des goûts très éclectiques et apprécier un tas de films différents des siens, avec un faible pour les œuvres originales et excessives. Il affirme craindre par-dessus tout les considérations politiques qui peuvent influencer un jury. «En tant que président, si je veux exercer une influence, ce sera pour tâcher de convaincre les membres d'ignorer ces aspects-là.»

Mais revenons à cet *eXistenZ* gorgé de réalités virtuelles à paliers. «Toute réalité est virtuelle, tranche le cinéaste, et la technologie est devenue une composante de l'être humain.

Quant à la sexualité, elle se révèle également en changement. Elle n'est plus liée à la procréation et s'affranchit, se réinvente. Pourquoi n'apparaîtraient pas de nouveaux organes sexuels? Pour mon film, le Québécois Stéphane Dupuis, aujourd'hui à Hollywood, a créé le «gamepod», un objet doté d'une espèce de peau qui procure des sensations tactiles et peut évoquer n'importe quel: «des mamelles, un utérus...»

Dans *eXistenZ*, les joueurs se sont fait percer un trou au bas de la colonne vertébrale pour y introduire les cordons qui les relient au gamepod. Pourquoi la colonne vertébrale? Il sourit. «Un trou dans la tête aurait été moins esthétique.» Cronenberg se dit fasciné par le dégoût qu'éprouvent plusieurs personnes pour leur corps, l'intérieur de celui-ci surtout, avec des organes qu'il a de son côté envie de montrer.

L'action d'*eXistenZ* se déroule dans un futur indéterminé où les villes n'existent plus, mais est-ce vraiment un univers du futur? «Il s'agit plutôt d'un présent parallèle et aussi d'un rêve», répond Cronenberg. Pas de ville à la Blade Runner. J'ai fait sauter un tas de références contemporaines. On ne trouve ni téléviseurs, ni ordinateurs, ni montres, ni horloges, pas même de miroirs. J'ai voulu construire un monde privé de certains repères mais néanmoins proche de nous.» A son avis, les adolescents s'y retrouvent en premier chef. «Ils ne sont pas effrayés par *eXistenZ*. Ils entrent dans le jeu naturellement, en connaissant déjà les règles.»

Cronenberg ne croit pas que ses films soient des œuvres terminées, emballées et prêtes à servir. «Hitchock se voyait comme un montreur de marionnettes qui manipulait son audience. Moi, j'estime que les gens rêvent les films à leur manière, leur apportent leurs projections, les saisissent à leur tour.»

### FINKIELKRAUT

la guerre pour tenter de les empêcher. Ni l'image ni les bombes n'ont la capacité d'intimider les Serbes. Au contraire, ils utilisent la guerre pour aller plus vite. C'est à mon avis ce qui explique l'effacement du public.»

Cela dit, si l'homme reconnaît assister à «une sauvagerie à laquelle je n'étais pas plus préparé que quiconque», il déclare aussi que «le nettoyage ethnique en plein XX<sup>e</sup> siècle, je ne vois pas bien en quoi cela devrait nous étonner. Le XX<sup>e</sup> siècle a été le plus criminel de l'histoire de l'humanité, un siècle qui devrait nous guérir définitivement des illusions du progrès. Cette fois, le blâme de la tragédie revient largement aux dirigeants politiques occidentaux qui ont accepté trop tard de traiter les différents acteurs en sujets adultes et les ont perçus comme des pions.»

Ressentiment. N'est-il pas paradoxal d'appeler à une plus grande conscience du passé quand on voit le Kosovo faire les frais d'une histoire qui remonte à plus de 600 ans? N'y aurait-il pas, parallèlement à un devoir de mémoire incontournable, une nécessité de l'oubli en certaines circonstances? «Toutes les nations sont fondées à la fois sur la mémoire et sur l'oubli», répond Alain Finkielkraut. Le prix de la paix civile, souvent, c'est l'oubli. L'amnistie exige en tout cas une certaine forme d'amnésie: il faut tourner la page. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, je ne suis pas absolument sûr que l'arrestation et l'extradition du général Pinochet soit vraiment une idée générale. Nous ne pouvons pas choisir à la place du Chili son propre destin. Si le Chili a décidé que la transition démocratique ne pouvait s'opérer que dans l'oubli, c'est son droit, et nul instance n'est habilitée à lui refuser ce droit.»

«Donc, quand je plaide pour un rapport plus riche avec le passé, ce n'est pas du tout au nom d'un devoir de mémoire. C'est avec l'idée que le crime ne devrait pas exercer un monopole absolu sur notre mémoire. Il y a une mémoire incriminatrice, certes, mais il y a aussi toutes sortes de mémoires. Il y a la dette que nous avons

contractée envers des institutions qui nous ont permis d'être ce que nous sommes. C'est de cette dette-là que je parle.»

Par ailleurs, si le Kosovo accapare l'attention de l'Occident, il n'en reste pas moins que d'autres conflits, parfois beaucoup plus sanglants, sévissent sur la planète sans que nous n'ayons trop de scrupules à les balayer sous le tapis. Ramener l'horreur en un endroit particulier, près du nôtre, n'est-ce pas aussi de l'ethnocentrisme?

Pour Alain Finkielkraut, «nous ne devons pas oublier que nous sommes des créatures terrestres et non des habitants de l'univers. C'est vrai que le journal télévisé nous donne l'illusion de considérer la Terre sans en faire partie. Mais nous sommes forcément de quelque part, et étant de quelque part, étant moi-même Européen, je suis particulièrement sensible à ce qui se passe au Kosovo. Je ne suis pas Superman, je ne peux pas fondre sur tous les endroits de la misère humaine.»

«Il est dommage qu'on soit à ce point indifférent à la famine en Corée du Nord, mais je sais que nous ne pouvons pas agir simultanément sur tous les lieux de la Terre. Il ne faudrait pas que la rhétorique des droits de l'homme, débouchant sur le sentiment d'une responsabilité illimitée, puisse ensuite induire un vœu de toute-puissance. L'homme n'est pas Dieu, et quand il se prend pour Dieu, les choses tournent mal.»

«Plutôt que de fustiger un nom d'une morale authentiquement planétaire notre finitude, nous devons l'accepter et faire avec, c'est-à-dire: j'interviens, je me préoccupe d'une injustice, je ne suis pas capable de me préoccuper de toutes, mais j'illimité, c'est l'inhumain.»

Alain Finkielkraut prononcera une conférence intitulée *L'Érosion de la langue ou la culture menacée* demain soir, à 19h30, au Musée de la civilisation de Québec.

LE DEVOIR

# LES SPORTS

**Etat de la réserve collective de sang**

15 avril 1999	69%
Groupes sanguins en demande aujourd'hui	
0+	45%
0-	54%

HÉMA-QUÉBEC Info-collecte: 832-0873

EN BREF

## Tennis: abandon de Becker et Agassi

Monte Carlo (AP) — Andre Agassi et Boris Becker ont déclaré forfait pour le tournoi de Monte Carlo. Agassi souffre d'une blessure à l'épaule tandis que Becker est en deuil de son père. Agassi, septième tête de série, sera remplacé par l'Italien Vincenzo Santopadre. Agassi devait affronter aujourd'hui au deuxième tour le Français Arnaud Di Pasquale. Un peu plus tôt, c'est Becker qui avait annoncé son retrait en raison du décès de son père Karl-Heinz, mort d'un cancer de l'estomac. «Je suis très, très triste. J'admire mon père et je lui dois beaucoup, a-t-il dit dans un communiqué. Dans cette situation difficile, je veux et je vais me rapprocher de ma famille, surtout de ma mère qui a besoin de moi.» Agé de 31 ans, Becker aurait dû affronter au deuxième tour le Français Jérôme Golmard.

## Débuts victorieux pour Nejedly

Budapest (PC) — La Canadienne Jana Nejedly s'est qualifiée pour la deuxième ronde du tournoi de Budapest alors que trois des six premières têtes de série subissaient l'élimination. Nejedly, 92<sup>e</sup> joueuse mondiale d'Oakville, en Ontario, a vaincu la Slovaque Martina Sucha, 216<sup>e</sup>, 4-6, 6-3, 6-4. L'Espagnole Virginia Ruano-Pascual, tenant du titre et quatrième tête de série, s'est inclinée 6-2, 6-4 devant la Néerlandaise Amanda Hopmans, qui occupe le 95<sup>e</sup> rang du circuit WTA. La Tchèque Jana Novotna, la favorite, dispute son premier match aujourd'hui.

## Marge Schott vend

Cincinnati (AP) — Marge Schott a vendu ses parts dans les Reds de Cincinnati pour la somme de 67 millions à un groupe ayant à sa tête Carl Lindner, un des actionnaires minoritaires de l'équipe. Schott, âgée de 70 ans, détient 6,5 des 15 parts du partenariat. Elle a accepté de vendre 5,5 des parts à Lindner. L'entente signifie que 36,6 % des actions des Reds changeront de mains. La concession est évaluée à 182 millions. La vente doit être approuvée par le baseball majeur, un processus qui peut prendre entre six et 15 mois.

## Début des séries éliminatoires de la Ligue nationale de hockey

# Tugnutt et Sundin sur la ligne de front

### Les Sénateurs et les Maple Leafs entreprennent les séries avec prudence

La «vraie» saison de hockey commence ce soir avec les premiers matchs des séries éliminatoires. Hier, les équipes en lice ont dévoilé une partie de leurs stratégies.

D'APRÈS LA PRESSE CANADIENNE

Kanata, Ontario — Jacques Martin a désigné Ron Tugnutt pour affronter Dominik Hasek et les Sabres de Buffalo dans le premier affrontement entre les deux équipes, ce soir au Centre Corel, mais il a aussitôt déclaré qu'on allait également voir Damian Rhodes au cours de la série.

Ca fait trois ans que les deux gardiens se séparent le travail à peu près également, mais Rhodes a toujours été un peu plus utilisé, prenant part à 50 matchs en 1996-97 et 1997-98, et à 45 contre 43 pour Tugnutt cette saison, dont quatre des cinq contre les Sabres, contre lesquels il a gagné une fois et annulé à trois reprises tout en conservant une moyenne de 1,40.

Pourquoi Tugnutt, alors? «Il a eu une très bonne saison et la meilleure moyenne de la ligue (1,79)», a répondu Martin. A son seul match contre les Sabres, il a annulé 1-1. L'entraîneur des Sénateurs a sans doute tenu compte aussi que Tugnutt avait disputé les sept matchs de la série perdue en période supplémentaire contre les Sabres il y a deux ans et conservé une moyenne de 1,98. La saison dernière, c'est Rhodes qui s'était surpassé en éliminant les Devils du New Jersey.

«Je n'avais aucune indication [quant à la préférence de Martin] mais je suis très heureux, a commenté l'ancien gardien des Nordiques et du Canadien. Ça fait trois ans que c'est comme ça ici...» Plusieurs «experts» affirment qu'il est impossible de gagner la coupe Stanley sans compter sur un gardien numéro un bien établi. «Des équipes utilisant deux gardiens ont cessé de le faire pour les séries et la formule n'a jamais vraiment été essayée», rétorque Tugnutt.

Plus âgé, Martin a rappelé l'exemple des Islanders de New York,



Le gardien Ron Tugnutt des Sénateurs affrontera le redoutable Dominik Hasek des Sabres, qu'on voit ici plonger pour arrêter un tir de Benoit Gratton lors du match contre les Capitals de Washington, dimanche. Les Sabres de Buffalo seront à Ottawa ce soir pour le premier match des séries éliminatoires.

avec Billy Smith et Glenn Resch, et des Oilers d'Edmonton, avec Grant Fuhr et Andy Moog, qui ont gagné la coupe en misant sur deux gardiens. Puis il a cité Patrick Roy, qui affrontait un Ed Belfour éblouissant dans une série contre Chicago. «Il a dit que lui ne voyait pas ce qui se passait à l'autre bout de la patinoire.» Et l'Avalanche avait éliminé les Blackhawks...

Du côté des Sabres cependant, il n'y aura assurément qu'un gardien, Hasek. «Ce n'est pas une série entre Hasek et moi mais entre Buffalo et Ottawa», a insisté Tugnutt, qui se dit aucunement traumatisé d'avoir affronté le gagnant des trophées Hart et Vézina ces deux dernières années. Pas plus qu'il ne se dit fatigué d'en entendre parler. «Normal, c'est le meilleur au monde.»

### Alfredsson veut se racheter

Jusqu'ici, Daniel Alfredsson s'est fait une spécialité de produire dans les séries éliminatoires: sept buts et neuf points en 11 matchs la saison dernière

contre New Jersey et Washington, et cinq buts et sept points il y a deux ans contre... les Sabres de Buffalo.

Voilà donc une occasion en or de racheter une deuxième mauvaise saison consécutive pour la recrue de l'année en 1995-96. Le Suédois avait alors totalisé 26 buts et 61 points tout en prenant part à tous les matchs de son équipe. Et il avait fait encore mieux la saison suivante: 24-47-71 en 76 rencontres. Mais il a entrepris la campagne 97-98 avec un léger retard, en attendant son contrat de 10 millions pour quatre ans, et, depuis, il a été ralenti par les blessures. Il a eu une fiche de 17-28-45 en 55 matchs la saison dernière, avant d'atteindre le fond du baril avec une récolte de 11-22-33 en 58 cette saison.

«Je ne veux même pas y penser, a déclaré Alfredsson au sujet de la saison qui a pris fin dimanche. Ce qui est arrivé est derrière moi.» Il préfère envisager les séries avec optimisme, même s'il prévient: «J'ai connu deux bonnes séries éliminatoires, mais là, on repart à zéro. On ne peut pas se fier au

passé. Bien sûr, j'aimerais répéter ces deux tours du chapeau [signés la saison dernière], mais on ne peut prévoir ce qui va se passer.» Alfredsson a entrepris la dernière saison en voulant faire oublier la précédente, mais il a été blessé à un genou deux fois à un œil et à l'abdomen, en plus de rater un match à cause de la grippe.

### Sundin espère remporter enfin une série

En neuf ans de carrière, Mats Sundin, le capitaine des Maple Leafs de Toronto, n'a jamais connu les joies de la victoire en séries éliminatoires. Sundin a déjà mené l'équipe nationale de la Suède vers la conquête d'un titre mondial mais n'a jamais franchi le premier tour des séries, que ce soit à Québec ou à Toronto.

«On joue au hockey pour remporter des championnats, c'est dire que je suis heureux de me retrouver ici, a affirmé Sundin au terme de l'exercice des Maple Leafs. Je n'ai jamais été aussi prêt à disputer une série. Nous irons loin.»

Malgré la présence d'un excellent gardien comme Curtis Joseph, les observateurs estiment que les Leafs auront besoin du leadership de Sundin s'ils veulent éliminer les Flyers de Philadelphie. La série entre ces deux équipes s'amorcera demain à Toronto. «Je vais jouer selon mes moyens, a dit Sundin. Je sais ce que je peux faire. J'ai déjà disputé des finales de championnat. J'ai très confiance en moi et en notre équipe. Nous pouvons en surprendre plusieurs.»

Cette saison, les Leafs ont perdu trois de leurs quatre matches contre les Flyers qui ne pourront pas compter sur les services de leur capitaine Eric Lindros, toujours en convalescence à la suite d'un effacement pulmonaire. «Nous avons démontré cette saison que nous pouvons vaincre n'importe quelle équipe de notre association, même les Flyers, a affirmé l'aïlier Steve Thomas. Nous pouvons battre les Flyers même si Eric [Lindros] est en uniforme. Je m'attendais à ce que nous participions aux séries. De la façon avec laquelle nous jouons présentement, nous pouvons tout gagner. Je suis très enthousiaste.»

## HOCKEY

### LIGUE NATIONALE

Quarts de finale d'association  
Quatre de sept

**ASSOCIATION DE L'EST**

Ce soir  
Buffalo à Ottawa, 19h. (CBC, SRC)

Demain  
Pittsburgh au New Jersey, 19h30.  
Boston en Caroline, 19h30.  
Philadelphie à Toronto, 19h. (CBC, RDS)

**ASSOCIATION DE L'OUEST**

Ce soir  
Edmonton à Dallas, 20h30. (CBC)  
San Jose au Colorado, 22h.  
Anaheim à Detroit, 19h30.

Demain  
St. Louis à Phoenix, 22h30.

**ASSOCIATION DE L'EST**

Section Nord-Est		P	G	P	N	BP	BC	P
xy-Ottawa	82	44	23	15	239	179	103	
x-Toronto	82	45	30	7	268	231	97	
x-Boston	82	39	30	13	214	181	91	
x-Buffalo	82	37	28	17	207	175	91	
Montréal	82	32	39	11	184	209	75	

**Section Atlantique**

xyz-New Jersey	82	47	24	11	248	197	105	
x-Philadelphie	82	37	26	19	231	198	93	
x-Pittsburgh	82	38	30	14	242	225	90	
N.Y. Rangers	82	33	38	11	217	227	77	
N.Y. Islanders	82	24	48	10	194	244	58	

**Section Sud-Est**

xy-Caroline	82	34	30	18	210	202	86	
Florida	82	30	34	18	210	228	78	
Washington	82	31	45	6	200	218	68	
Tampa Bay	82	19	54	9	179	292	47	

**ASSOCIATION DE L'OUEST**

**Section Centrale**

xy-Detroit	82	43	32	7	245	202	93	
x-St. Louis	82	37	32	13	237	209	87	
Chicago	82	29	41	12	202	248	70	
Nashville	82	28	47	7	190	241	63	

**Section Nord-Ouest**

xy-Colorado	82	44	28	10	239	205	98	
x-Edmonton	82	33	37	12	230	226	78	
Calgary	82	30	40	12	211	234	72	
Vancouver	82	23	47	12	192	258	58	

**Section Pacifique**

xyz-Dallas	82	51	19	12	236	168	114	
x-Phoenix	82	39	31	12	205	197	90	
x-Anaheim	82	35	34	13	215	206	83	
x-San Jose	82	31	33	18	197	191	80	
Los Angeles	82	32	45	5	189	222	69	

x-assuré d'une place dans les séries.  
y-champion de section.  
z-champion de l'association

## BASEBALL

### LIGUE NATIONALE

Hier

New York 3 Cincinnati 2  
Montréal au Colorado (remis)  
St. Louis à Milwaukee s  
Houston à Chicago s  
Philadelphie en Arizona s  
Pittsburgh à San Diego s  
Florida à San Francisco s  
Atlanta à Los Angeles s

Aujourd'hui

St. Louis (Oliver 1-1)  
à Milwaukee (Roque 0-1), 14h05.  
Houston (Reynolds 2-1)  
à Chicago (Sanders 0-1), 14h20.  
Florida (Springer 0-2)  
à San Francisco (Nathan 0-0), 16h05.  
Montréal (Hermanson 2-0)  
au Colorado (Thomson 0-1), 17h05.  
New York (Yoshi 1-1)  
à Cincinnati (Neagle 0-0), 19h05.  
Philadelphie (Schilling 3-0)  
en Arizona (Stottliemyre 1-0), 22h05.  
Pittsburgh (Schmidt 2-0)  
à San Diego (Ashby 2-1), 22h35.  
Atlanta (O. Perez 0-0)  
à Los Angeles (Brown 1-1), 22h35.

Section Est		Moy.	Diff.
Atlanta	8	4	667
New York	9	5	643
Philadelphie	7	6	538
Montréal	6	8	429
Florida	3	10	231

**Section Centrale**

St. Louis	8	4	667
Pittsburgh	7	5	583
Houston	6	6	500
Chicago	5	6	455
Milwaukee	5	8	385
Cincinnati	4	8	333

**Section Ouest**

San Francisco	9	5	643
Arizona	7	7	500
Los Angeles	7	7	500
San Diego	6	7	462
Colorado	5	6	455

**LIGUE AMÉRICAINNE**

Hier

Boston 1 Detroit 0  
Tampa Bay 5 Baltimore 3  
Toronto 5 Anaheim 1  
Cleveland 5 Oakland 1  
New York 4 Texas 0  
Seattle à Chicago s  
Minnesota à Kansas City s

Aujourd'hui

Baltimore à Tampa Bay, 19h05.  
Anaheim à Toronto, 19h05.  
Oakland à Cleveland, 19h05.  
Boston à Detroit, 19h05.  
Texas à New York, 19h35.  
Seattle à Chicago, 20h05.  
Minnesota à Kansas City, 20h05.

## Concours JOURNÉE MONDIALE DU LIVRE 1999

Courez la chance de vous envoler pour **BARCELONE**

**1<sup>ER</sup> PRIX**  
Deux billets d'avion à destination de BARCELONE sur les ailes d'Iberia, d'une valeur de 2 080 \$.

**2<sup>E</sup> PRIX**  
Une reliure d'art du livre de votre choix d'une valeur de 200\$, offerte par Les Ateliers de la Trancheffe en collaboration avec Radio-Canada dans le cadre de l'émission Samedi et rien d'autre, diffusée sur les ondes de la radio de Radio-Canada de 7h à midi tous les samedis matins.

Afin de se qualifier pour le tirage, les participants doivent remplir le bon de participation et répondre à la question.

Le bon de participation devra être déposé chez un libraire participant avant le 23 avril 1999 à 23h.

Tirage: le samedi 8 mai 1999

En collaboration: LE DEVOIR, Radio-Canada, ASSOCIATION NATIONALE DES LIBRAIRES, alq

Question: Quel a été le dernier livre acheté suggéré par votre libraire ?

Réponse

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone (bur.) (rés.) (téléc.)

Les fac-similés sont acceptés, pas les photocopies. Les participants doivent avoir 18 ans et plus. Les règlements du concours sont disponibles à l'Association des libraires du Québec, 1001, boul. de Maisonneuve Est, bureau 580, Montréal (Québec) H2L 4P9.

Cahier spécial

Publié le samedi 1<sup>er</sup> mai 1999

# Syndicalisme

LE DEVOIR

Tombée publicitaire le vendredi 23 avril 1999